

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Date d'entrée en vigueur
BELGIQUE	06/06/2012	Ratification	18/06/2013	01/08/2013
LUXEMBOURG	06/06/2012	Ratification	23/05/2013	01/08/2013
PAYS-BAS	06/06/2012	Ratification	06/06/2013	01/08/2013

(2.) Protocol tot wijziging van de Overeenkomst van 14 januari 1964 ter uitvoering van artikel 37, lid 2, van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, gedaan te Brussel op 6 juni 2012.

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum inwerkingtreding
BELGIE	06/06/2012	Bekrachtiging	18/06/2013	01/08/2013
LUXEMBURG	06/06/2012	Bekrachtiging	23/05/2013	01/08/2013
NEDERLAND	06/06/2012	Bekrachtiging	06/06/2013	01/08/2013

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00495]

24 JUNI 2013. — *Projet d'arrêté royal déterminant les règles relatives à la formation dispensée dans le cadre du recours à la contrainte, prise en exécution de l'article 74/8, § 6, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

RAPPORT AU ROI

Sire,

Quant le délégué du Ministre recourt à la contrainte, les règles déterminées à l'article 37 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992 s'appliquent. Ce qui implique que le recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi.

L'article 74/8, § 6, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers stipule que le Roi détermine les règles relatives à la formation dans le cadre du recours à la contrainte par le délégué du Ministre.

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les règles relatives à cette formation.

En vertu de l'article 74/8, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, alinéa 1^{er}, le délégué du Ministre peut être amené à recourir à la contrainte lorsqu'il exerce les missions suivantes :

1° surveiller les étrangers maintenus dans les lieux visés à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980;

2° effectuer le transfèrement des étrangers visés à l'article 74/8, § 3, de la loi du 15 décembre 1980.

La formation est axée sur les aspects légaux et réglementaires relatifs à l'usage de la contrainte et les aptitudes techniques nécessaires en matière de recours à la contrainte, y compris les mesures préventives et la gestion des conflits.

Lors des formations, il est expliqué tant d'un point de vue théorique que pratique que la contrainte ne peut être utilisée que pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la contrainte doit en outre être raisonnable et proportionnel à l'objectif poursuivi. Tout recours à la contrainte est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage inopérant ou n'est pas possible en raison de la nature de l'intervention, comme le fait de devoir intervenir lors d'une bagarre ou d'un déplacement inopiné. Le recours à la force est dominé par un principe de légalité, par un principe de proportionnalité et par un principe de subsidiarité pour justifier l'emploi de la contrainte. Avant tout recours à la force, le délégué du Ministre doit se poser trois questions :

1° l'objectif poursuivi par mon intervention est-il légal ?

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00495]

24 JUNI 2013. — *Ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de regels voor de opleiding in het kader van het gebruik van dwang, genomen in uitvoering van artikel 74/8, § 6, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wanneer de gemachtigde van de Minister dwang gebruikt, zijn de in artikel 37 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt bepaalde regels van toepassing. Het gebruik van dwang moet derhalve redelijk zijn en in verhouding staan tot het nagestreefde doel.

Artikel 74/8, § 6, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt dat de Koning de regels voor de opleiding in het kader van het gebruik van dwang door de gemachtigde van de Minister bepaalt.

Dit besluit heeft tot doel de regels voor deze opleiding te bepalen.

Krachtens artikel 74/8, § 6, van de wet van 15 december 1980, eerste lid, kan de gemachtigde van de Minister ertoe gebracht worden om gebruik te maken van dwang wanneer hij de volgende opdrachten vervult :

1° toezicht houden op de vreemdelingen die vastgehouden worden op de plaatsen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980;

2° het overbrengen van de vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 3, van de wet van 15 december 1980.

De opleiding is gericht op de wettelijke en reglementaire aspecten die betrekking hebben op het gebruik van dwang en de noodzakelijke technische vaardigheden op het gebied van het gebruik van dwang, met inbegrip van de preventieve maatregelen en het beheer van conflicten.

Tijdens de opleidingen wordt, zowel vanuit een theoretisch als vanuit een praktisch standpunt, uitgelegd dat dwang enkel mag worden gebruikt om een wettig doel, dat niet op een andere manier kan worden bereikt, na te streven. Elk beroep op dwang moet bovendien redelijk zijn en evenredig met het nagestreefde doel. Elk gebruik van dwang wordt voorafgegaan door een waarschuwing, tenzij dit niet doeltreffend is, of dit omwille van de aard van de tussenkomst niet mogelijk is, zoals wanneer men tijdens een vechtpartij of een onvoorziene verplaatsing tussenbeide moet komen. Het gebruik van dwang wordt gedomineerd door een principe van wettelijkheid, een principe van evenredigheid en een principe van subsidiariteit, om het gebruik van dwang te rechtvaardigen. Voorafgaand aan elk gebruik van dwang, moet de gemachtigde van de Minister zichzelf drie vragen stellen :

1° is het door mijn tussenkomst nagestreefde doel wettelijk ?

2° cet objectif ne peut-il pas être atteint d'une manière moins violente ?

3° vu l'objectif poursuivi et les circonstances propres au cas d'espèce, les moyens de contrainte sont-ils raisonnables et proportionnés ?

L'objectif poursuivi doit justifier le recours à la contrainte qui doit rester raisonnable et mesuré.

Les formations sont conçues par rapport à situations existantes sur le terrain. Elles ont pour objectifs de permettre au délégué du Ministre confronté à une situation de danger ou potentiellement dangereuse de pouvoir l'aborder et la contrôler avec un maximum de sécurité et de la résoudre en recourant aussi peu que possible à la contrainte (ultima ratio). Les formateurs insistent sur la nécessité que lorsqu'il y a recours à la force, celui-ci soit graduel et progressif.

Ce qui implique que l'utilisation de la contrainte par le délégué du Ministre est limitée à ses missions et :

- 1° doit poursuivre un objectif légitime;
- 2° qui ne peut être atteint d'une autre manière;
- 3° tout en prenant compte les risques liés à son utilisation et;

4° doit être raisonnable, en rapport et en proportion avec l'objectif poursuivi, à savoir que l'importance objective du but visé doit être plus grande que les intérêts qui seront éventuellement sacrifiés.

Il convient de rappeler que les moyens de contraintes pouvant être utilisés sont la contrainte physique, la clé de bras et les menottes et les bandes velcro. Ces mesures de contrainte sont différentes en intensité. La nature d'une mesure de contrainte à utiliser dans un cas concret dépend des circonstances concrètes.

La formation donnée au délégué du Ministre dans le cadre du recours à la contrainte conformément à l'article 74/8, § 6, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 comprend une formation de base ou une formation de recyclage.

La formation de base a pour but de transmettre les connaissances de bases requises et de développer les compétences et aptitudes requises pour l'exercice des missions du délégué du Ministre.

Une formation de recyclage est donnée en vue de rappeler et d'actualiser les connaissances théoriques et pratiques acquises. Cette formation est organisée chaque année et est suivie une première fois, un an après avoir suivi la formation de base.

Commentaire article par article

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Articles 1^{er} à 2.

Ces articles définissent la notion de délégué du Ministre. Les différents types de formation sont déterminés selon que le délégué du Ministre a déjà suivi une formation de base ou pas.

L'article 2 fixe, également, la durée minimale des différentes formations et ce, en tenant compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 53.125/4 donné le 24 avril 2013.

Le Conseil d'Etat se demande pourquoi il n'est pas fait, à chaque fois, une distinction entre la durée de la partie théorique et de la partie pratique et pourquoi la durée de la formation n'est pas répartie, le cas échéant, entre les différents modules.

Afin de pouvoir adapter de manière flexible la formation en fonction des besoins se faisant ressentir, il n'a pas été donné de suite à cette remarque.

CHAPITRE 2. — Principes directeurs des formations

Section 1^{re}. — Principes applicables aux formations

Les articles 3 à 5 déterminent les principes applicables aux formations.

Toutes les formations sont obligatoires et sont organisées par la Direction générale de l'Office des Étrangers ou à son initiative.

Section 2. — Les formations.

Les articles 6 à 11 déterminent la formation de base et la formation de recyclage.

2° kan dit doel niet op een minder gewelddadige manier bereikt worden ?

3° zijn de dwangmiddelen redelijk en in verhouding, gezien het nagestreefde doel en de specifieke feitelijke omstandigheden ?

Het nagestreefde doel moet het gebruik van dwang, dat redelijk en gematigd moet blijven, rechtvaardigen.

Bij het ontwikkelen van de opleidingen wordt rekening gehouden met de situaties die voorkomen op het terrein. Ze hebben tot doel de gemachtigde van de Minister, die geconfronteerd wordt met een gevaarlijke of potentieel gevaarlijke situatie, in staat te stellen om deze situatie aan te pakken en onder controle te krijgen en dit door zo weinig mogelijk gebruik te maken van dwang (ultima ratio). De opleiders leggen de nadruk op het feit dat, indien er gebruik wordt gemaakt van dwang, dit trapsgewijze en progressief moet zijn.

Dit houdt in dat het gebruik van dwang door de gemachtigde van de Minister beperkt is tot zijn opdrachten en :

- 1° een wettig doel moet nastreven;
- 2° dat niet op een andere manier kan worden bereikt;
- 3° rekening houdend met de risico's aan het gebruik ervan verbonden;

4° redelijk moet zijn, met betrekking tot en evenredig met het nagestreefde doel. Het objectieve belang van het nagestreefde doel moet dus groter zijn dan de belangen die eventueel zullen worden opgeofferd.

Er moet benadrukt worden dat de fysieke aansporing, de houdgreep, de handboeien en velcrobanden de enige dwangmiddelen zijn die kunnen worden gebruikt. Deze dwangmaatregelen zijn verschillend qua intensiteit. De aard van een in een concreet geval te gebruiken dwangmaatregel hangt af van de concrete omstandigheden.

De opleiding die aan de gemachtigde van de Minister wordt gegeven in het kader van het gebruik van dwang, overeenkomstig artikel 74/8, § 6, derde lid van de wet van 15 december 1980, omvat een basisopleiding of een bijscholingsopleiding.

De basisopleiding heeft tot doel de vereiste basiskennis door te geven en de competenties en vaardigheden die vereist zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de gemachtigde van de Minister te ontwikkelen.

Een bijscholingsopleiding wordt gegeven om de verworven theoretische en praktische kennis te herhalen en te actualiseren. Deze opleiding wordt elk jaar georganiseerd en wordt voor het eerst gevolgd één jaar na het volgen van de basisopleiding.

Artikelsgewijze commentaar

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikelen 1 tot 2.

Deze artikelen definiëren de begrippen van de gemachtigde van de Minister. De verschillende soorten van opleidingen worden bepaald in functie van het feit of de gemachtigde van de Minister al dan niet reeds een basisopleiding gevolgd heeft.

Artikel 2 bepaalt ook de minimumduur voor de verschillende opleidingen, rekening houdend met de opmerking van de Raad van State in haar advies 53.125/4 gegeven op 24 april 2013.

De Raad van State stelde zich tevens de vraag waarom niet telkens een onderscheid gemaakt wordt tussen de duur van het theoretisch gedeelte en die van het praktisch gedeelte en waarom die in voorkomend geval de duur van de opleiding niet verdeelt over de onderscheiden modules.

Aan deze opmerking wordt geen gevolg gegeven om flexibele bijsturing van de vorming te kunnen geven in functie van actuele noden.

HOOFDSTUK 2. — Leidende principes van de opleidingen

Afdeling 1. — Principes die van toepassing zijn op de opleidingen

De artikelen 3 tot 5 bepalen de principes die van toepassing zijn op de opleidingen.

Alle opleidingen zijn verplicht en worden door de Algemene Directie van de Dienst Vreemdelingenzaken, of op haar initiatief, georganiseerd.

Afdeling 2. — De opleidingen

De artikelen 6 tot 11 bepalen de inhoud van de basisopleiding en de bijscholingsopleiding.

La formation de base a pour but de transmettre les connaissances théoriques et pratiques requises dans le cadre du recours à la contrainte conformément à l'article 74/8, § 6, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 précitée par le délégué du ministre.

Les formateurs veilleront à permettre au délégué du Ministre d'être apte à gérer au mieux les situations de danger ou potentiellement dangereuses auxquelles il peut être confronté dans l'exercice de sa mission.

Les formateurs mettront l'accent sur l'utilisation des moyens de contrainte de manière progressive tout en respectant les principes de légalité, de proportionnalité et de subsidiarité par rapport à la menace. L'objectif étant de maîtriser l'étranger si ce dernier trouble l'ordre et d'assurer la sécurité des autres étrangers, sa propre sécurité, celle des membres du personnel et celle des tiers.

La contrainte peut également être utilisée préventivement afin d'assurer le bon déroulement du transfèrement par le collaborateur chauffeur de sécurité habilité à effectuer cette tâche. Cette contrainte ne peut toutefois être imposée que si des indices objectifs peuvent raisonnablement faire penser que l'étranger représente un danger pour l'intégrité physique ou pour l'ordre public et la sécurité nationale, comme par exemple le fait que l'étranger a déjà tenté de s'échapper.

La formation de recyclage comporte un rappel et une actualisation des différents modules tant théoriques que pratiques.

Cette formation de recyclage est donnée en vue de rappeler et d'actualiser les connaissances du délégué du Ministre.

Toutefois en cas de modification législative ou réglementaire, la direction générale de l'Office des Etrangers en informera immédiatement le délégué du Ministre afin qu'il tienne compte de ces modifications, dès l'entrée en vigueur de ces dispositions.

CHAPITRE 3. — Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Etrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Cette modification est effectuée en vue d'adapter la définition du collaborateur de sécurité-chauffeur aux différentes catégories existantes.

CHAPITRE 4. — Dispositions transitoires

L'article 13 énonce un régime transitoire pour le délégué du Ministre qui a déjà suivi une formation de base. Les deux cas mentionnés ci-après sont prévus :

1) Lorsque le délégué du Ministre a suivi la formation de base avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ce dernier suivra une formation de recyclage dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

2) Lorsque le délégué du Ministre n'a pas suivi la formation de base avant l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, ce dernier suivra à la formation de base dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE 5. — Disposition finale.

L'article 14 ne nécessite aucun commentaire particulier.

Tel est l'objet du présent projet d'arrêté royal.

Bruxelles, le 24 juin 2013.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et les très fidèles serviteurs,

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
Mme M. De BLOCK

De basisopleiding heeft tot doel de theoretische en praktische kennis door te geven, die vereist is in het kader van het gebruik van dwang door de gemachtigde van de Minister, overeenkomstig artikel 74/8, § 6, derde lid van de voornoemde wet van 15 december 1980.

De opleiders zullen erover waken dat de gemachtigde van de Minister in staat zal zijn om zo goed mogelijk om te gaan met gevaarlijke of potentieel gevaarlijke situaties waarmee hij bij de uitvoering van zijn opdracht kan worden geconfronteerd.

De opleiders zullen de nadruk leggen op het progressief gebruik van de dwangmiddelen, waarbij de principes van legaliteit, evenredigheid en subsidiariteit worden gerespecteerd. Het doel is om de vreemdeling onder controle te krijgen indien hij de orde verstoort, en de veiligheid van de andere vreemdelingen, zijn eigen veiligheid, deze van het personeel en van derden te verzekeren.

Dwang kan ook preventief worden gebruikt door de veiligheidsmedewerker-chauffeur om het goede verloop te verzekeren van de overbrenging. In dit geval kan echter enkel dwang worden opgelegd indien er objectieve aanwijzingen zijn op basis waarvan men redelijkerwijs kan aannemen dat de vreemdeling een gevaar vormt voor de fysieke integriteit of voor de openbare orde en de nationale veiligheid, zoals bijvoorbeeld het feit dat de vreemdeling reeds geprobeerd heeft te ontsnappen.

De bijscholingsopleiding omvat een herhaling en een actualisering van de verschillende zowel theoretische als praktische modules.

Deze bijscholingsopleiding wordt gegeven om de kennis en vaardigheden van de gemachtigde van de Minister te herhalen en te actualiseren.

Echter, indien er zich een wettelijke of reglementaire wijziging voordoet, zal de Algemene Directie van de Dienst Vreemdelingenzaken de gemachtigde van de Minister daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen, opdat hij rekening zou houden met deze wijzigingen, zodra deze bepalingen in werking treden.

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze wijziging wordt met het oog op de aanpassing van de definitie van de veiligheidsmedewerker-chauffeur aan de verschillende bestaande categorieën uitgevoerd.

HOOFDSTUK 4. — Overgangsbepalingen

Artikel 13 vermeldt een overgangsregime voor de gemachtigde van de Minister die al een basisopleiding gevolgd heeft. De twee gevallen die hierna vermeld worden, zijn voorzien :

1) De gemachtigde van de Minister die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit een basisopleiding heeft gevolgd, zal in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit een bijscholingsopleiding volgen.

2) De gemachtigde van de Minister die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit geen basisopleiding heeft gevolgd, zal de basisopleiding in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit volgen.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepaling

Het artikel 14 behoeft geen bijzondere commentaar.

Dit is het onderwerp van dit huidig ontwerp van koninklijk besluit.

Brussel, 24 juni 2013.

We hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Mevr. M. De BLOCK

AVIS 53.125/4 DU 24 AVRIL 2013 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL DETERMINANT LES REGLES RELATIVES A LA FORMATION DISPENSEE DANS LE CADRE DU RECOURS A LA CONTRAINTE, PRISE EN EXECUTION DE L'ARTICLE 74/8, § 6, ALINEA 3, DE LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 SUR L'ACCES AU TERRITOIRE, LE SEJOUR, L'ETABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS'

Le 27 mars 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité parla Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal déterminant les règles relatives à la formation dispensée dans le cadre du recours à la contrainte, prise en exécution de l'article 74/8, § 6, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 avril 2013.

La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Bléro, conseillers d'Etat, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence Vancrayebeck, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 avril 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation suivante.

La section de législation se demande pourquoi le texte en projet ne fixe pas au minimum la durée – par exemple en heures – de la formation de base et de la formation de recyclage (1), ne distingue pas chaque fois la durée de la partie théorique et de la partie pratique (2) et ne répartit pas, le cas échéant, la durée de la formation entre les modules (3).

(1) Voir l'article 2 du projet.

(2) Voir l'article 3, alinéa 2, du projet.

(3) Voir l'article 8 du projet.

Le greffier,
A.-C. Van Geersdaele.

Le président,
P. Liénardy.

24 JUIN 2013. — Arrêté royal déterminant les règles relatives à la formation dispensée dans le cadre du recours à la contrainte, prise en exécution de l'article 74/8, § 6, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 74/8, § 6, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article, 1^{er}, 3^o;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2013;

Vu l'avis n° 53.125/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

ADVIES 53.125/4 VAN 24 APRIL 2013 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT BEPALING VAN DE REGELS VOOR DE OPLEIDING IN HET KADER VAN HET GEBRUIK VAN DWANG, GENOMEN IN UITVOERING VAN ARTIKEL 74/8, § 6, DERDE LID, VAN DE WET VAN 15 DECEMBER 1980 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE VERWIJDERING VAN VREEMDELINGEN'

Op 27 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de regels voor de opleiding in het kader van het gebruik van dwang, genomen in uitvoering van artikel 74/8, § 6, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 april 2013.

De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Bléro, staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence Vancrayebeck, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 april 2013.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de stoel van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom de ontworpen tekst niet op zijn minst de duur – bijvoorbeeld in uren – bepaalt van de basisopleiding en van de bijscholingsopleiding (1), waarom die tekst niet telkens een onderscheid maakt tussen de duur van het theoretisch gedeelte en die van het praktisch gedeelte (2) en waarom die in voorkomend geval de duur van de opleiding niet verdeelt over de onderscheiden modules (3).

(1) Zie artikel 2 van het ontwerp.

(2) Zie artikel 3, tweede lid, van het ontwerp.

(3) Zie artikel 8 van het ontwerp.

De griffier,
A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,
P. Liénardy.

24 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot bepaling van de regels voor de opleiding in het kader van het gebruik van dwang, genomen in uitvoering van artikel 74/8, § 6, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 74/8, § 6, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 1, 3^o;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op het advies nr. 53.125/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par délégué du Ministre le collaborateur de sécurité ou l'assistant de sécurité.

Art. 2. La formation donnée dans le cadre du recours à la contrainte comprend :

1° une formation de base de minimum 3 jours pour le délégué du Ministre qui n'a pas encore reçu de formation;

2° une formation de recyclage de minimum 3 heures par an pour le délégué du Ministre qui a déjà suivi la formation de base.

CHAPITRE 2. — Principes directeurs des formations

Section 1^{re}. — Principes applicables aux formations

Art. 3. Les formations sont organisées par la Direction générale de l'Office des Etrangers ou à son initiative.

Les formations sont obligatoires et comportent une partie théorique et une partie pratique.

Art. 4. Les formations sont axées sur la connaissance des aspects légaux et réglementaires relatifs à l'usage de la contrainte et l'apprentissage des techniques nécessaires en matière de recours à la contrainte, y compris les mesures préventives et la gestion des conflits.

Art. 5. Le programme et la durée des formations sont approuvés par le directeur général de l'Office des Etrangers.

Section 2. — Les formations

Art. 6. La formation de base a pour but de transmettre les connaissances théoriques et pratiques requises dans le cadre du recours à la contrainte pour permettre au délégué du ministre d'exercer ses missions.

Art. 7. La formation de base est suivie dans l'année d'entrée en service.

Art. 8. La formation comprend les modules suivants :

1° les aspects légaux et réglementaires;

2° la gestion des conflits et la communication;

3° l'apprentissage des techniques de contrainte.

Art. 9. La formation de recyclage consiste à rappeler et à actualiser les connaissances et les aptitudes portant sur le recours à la contrainte du délégué du Ministre.

Art. 10. La formation de recyclage est suivie une première fois, un an après avoir suivi de la formation de base.

La formation de recyclage est ensuite organisée chaque année.

Art. 11. La formation de recyclage comporte un rappel et une actualisation :

1° des aspects légaux et réglementaires relatifs à l'usage de la contrainte;

2° des techniques requises en matière de recours à la contrainte;

3° de la gestion des conflits et de communication requise dans le cadre du recours à la contrainte.

CHAPITRE 3. — Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Etrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 12. L'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Etrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est remplacé, comme suit :

« 3° collaborateur de sécurité-chauffeur : le collaborateur de sécurité ou l'assistant de sécurité de l'Office des Etrangers. ».

Op de voordracht van de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder de gemachtigde van de Minister, de veiligheidsmedewerker of de veiligheidsassistent.

Art. 2. De opleiding die gegeven wordt in het kader van het gebruik van dwang omvat :

1° een basisopleiding van minimum 3 dagen voor de gemachtigde van de Minister die nog geen opleiding gevolgd heeft;

2° een bijscholingsopleiding van minimum 3 uur per jaar voor de gemachtigde van de Minister die de basisopleiding reeds gevolgd heeft.

HOOFDSTUK 2. — Leidende principes van de opleidingen

Afdeling 1. — Principes die van toepassing zijn op de opleidingen

Art. 3. De opleidingen worden door de Algemene Directie van de Dienst Vreemdelingenzaken, of op haar initiatief, georganiseerd.

De opleidingen zijn verplicht en omvatten een theoretisch gedeelte en een praktisch gedeelte.

Art. 4. De opleidingen zijn gericht op de kennis van de wettelijke en reglementaire aspecten die betrekking hebben op het gebruik van dwang en op het aanleren van de noodzakelijke technieken op het gebied van het gebruik van dwang, met inbegrip van de preventieve maatregelen en van het beheer van conflicten.

Art. 5. Het programma en de duurtijd van de opleidingen worden goedgekeurd door de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Afdeling 2. — De opleidingen

Art. 6. De basisopleiding heeft tot doel de theoretische en praktische kennis die vereist is voor het gebruik van dwang door te geven, om de gemachtigde van de Minister in staat te stellen zijn opdrachten uit te voeren.

Art. 7. De basisopleiding wordt gevolgd in de loop van het jaar van de indiensttreding.

Art. 8. De opleiding omvat :

1° de wettelijke en reglementaire aspecten;

2° het beheer van conflicten en de communicatie;

3° het aanleren van de vereiste technieken voor dwang.

Art. 9. De bijscholingsopleiding bestaat uit het herhalen en het actualiseren van de kennis en vaardigheden van de gemachtigde van de Minister, die betrekking hebben op het gebruik van dwang.

Art. 10. De bijscholingsopleiding wordt de eerste keer gevolgd één jaar na de basisopleiding te hebben gevolgd.

De bijscholingsopleiding wordt vervolgens elk jaar georganiseerd.

Art. 11. De bijscholingsopleiding omvat een herhaling en een actualisering :

1° van de wettelijke en reglementaire aspecten die betrekking hebben op het gebruik van dwang;

2° van de technieken die vereist zijn voor het gebruik van dwang;

3° van het beheer van conflicten en de communicatie die vereist is voor het gebruik van dwang.

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 12. Artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt vervangen als volgt :

« 3° veiligheidsmedewerker-chauffeur : de veiligheidsmedewerker of de veiligheidsassistent van de Dienst Vreemdelingenzaken. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires*

Art. 13. Le délégué du Ministre qui a suivi une formation de base, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, suit la formation de recyclage dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le délégué du Ministre qui n'a pas suivi la formation de base avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, suit la formation de base dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 14. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
Mme M. De BLOCK

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepalingen*

Art. 13. De gemachtigde van de Minister die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit een basisopleiding heeft gevolgd, volgt in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit een bijscholingsopleiding.

De gemachtigde van de Minister die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit geen basisopleiding heeft gevolgd, volgt de basisopleiding in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

Art. 14. De minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie;
Mevr. M. De BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14376]

4 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel fixant les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 1 sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney-Yvoir à Natoye, situé à la hauteur de la borne kilométrique 5.037

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et les règlements de police sur les chemins de fer, l'article 2, interprété par la loi du 11 mars 1866;

Vu la loi du 23 juillet 1926 relative à la S.N.C.B. Holding et à ses sociétés liées, l'article 17, remplacé par la loi du 1^{er} août 1960 et modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel n° A1/04525/128 du 5 mars 1984;

Considérant que l'arrêté ministériel mentionné ci-dessus fixe les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 1 sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney-Yvoir à Natoye, situé à la hauteur de la borne kilométrique 5.037;

Considérant qu'il est nécessaire de rendre ces dispositifs de sécurité conformes à l'arrêté royal du 11 juillet 2011 mentionné ci-dessus, en tenant compte des caractéristiques de la circulation routière et ferroviaire ainsi que de la visibilité du passage à niveau visé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le passage à niveau n° 1 sur la ligne ferroviaire n° 128, tronçon Ciney-Yvoir à Natoye, situé à la hauteur de la borne kilométrique 5.037, est équipé d'un signal routier A45, à droite de la route, de part et d'autre du passage à niveau, comme visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées.

Art. 2. L'arrêté ministériel n° A1/04525/128 du 5 mars 1984 est abrogé.

Bruxelles, le 4 juillet 2013.

M. WATHELET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14376]

4 JULI 2013. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de veiligheidsinrichtingen van de overweg nr. 1 op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney-Yvoir te Natoye, gelegen ter hoogte van de kilometerpaal 5.037

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende het tolgeld en de reglementen van de spoorwegpolitie, artikel 2, geïnterpreteerd bij de wet van 11 maart 1866;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 betreffende N.M.B.S. Holding en haar verbonden vennootschappen, artikel 17, vervangen bij de wet van 1 augustus 1960 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A1/04525/128 van 5 maart 1984;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit de veiligheidsinrichtingen vaststelt van de overweg nr. 1 op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney-Yvoir te Natoye, gelegen ter hoogte van de kilometerpaal 5.037;

Overwegende dat het noodzakelijk is de veiligheidsinrichtingen in overeenstemming te brengen met het bovengenoemde koninklijk besluit van 11 juli 2011, rekening houdend met de kenmerkende eigenschappen van het weg- en spoorverkeer en met de zichtbaarheid van bedoelde overweg,

Besluit :

Artikel 1. De overweg nr. 1 op de spoorlijn nr. 128, baanvak Ciney-Yvoir te Natoye, gelegen ter hoogte van de kilometerpaal 5.037, wordt uitgerust met een verkeersbord A45, rechts van de weg, aan weerszijden van de overweg, zoals bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen.

Art. 2. Het ministerieel besluit nr. A1/04525/128 van 5 maart 1984 wordt opgeheven.

Brussel, 4 juli 2013.

M. WATHELET